

humains appartenant au courant dominant » (p. 199). Le travail comparatif permet à Popa et Krizan de conclure que la création de dynamiques intersectionnelles entre mouvements est possible à condition que « les groupes qui entrent en coalition aient été préalablement sensibilisés aux questions relatives à l'intersectionnalité » (p. 221).

Marylène Lieber, dans son article « Qui dénonce le harcèlement de rue? Un essai intersectionnel de géographie morale » décrypte le processus de reconnaissance du « harcèlement de rue » comme un problème public à l'aune des logiques intersectionnelles. L'auteure montre ainsi comment « les discours et les actions qui dénoncent les formes de harcèlement subi par les femmes entrent très souvent en résonnance avec d'autres types d'intérêts, qui ne sont pas forcément ceux des féministes » (p. 239). Lieber décrit ici le passage d'un « cadrage féministe à un cadrage sécuritaire » (p. 244) dans lequel « la spatialisation de la misogynie dans des territoires particuliers contribue à dédouaner les autres formes encore vivaces de sexisme » (p. 245) et à alimenter des formes de racisme. Cette réflexion intersectionnelle au prisme d'une géographie morale permet ainsi de révéler les formes de réappropriation d'un cadrage féministe dans « un discours plus général sur la promotion de centre-villes se devant d'être propres et accueillants pour les consommatrices, où les pauvres et les hommes racisés apparaissent comme indésirables » (p. 246).

Finalement, l'article de Lucia Direnberger « « En tant que femme musulmane » : minorisation et subjectivation politique au Tadjikistan postsoviétique (1991–2015) » analyse des processus d'altérisation à l'œuvre dans la construction discursive de la « femme musulmane » dans un contexte postcolonial et postsoviétique. Elle propose pour cela d'analyser les usages de la catégorie « femme musulmane » par l'État dans sa promotion de l'islam, mais également les usages de cette catégorie par les organisations internationales avant de décrire finement les formes de réappropriation et de subversion menées

par les mobilisations associatives et politiques des femmes musulmanes. Elle montre ainsi comment « l'assignation des femmes à la religion, qu'elle soit décrite par ces acteurs [l'État et les organisations internationales] comme islamique ou islamiste, se structure sur une hiérarchisation de race et/ou de classe » (p. 276).

Au final, les pistes de recherche théoriques, méthodologiques et politiques, ainsi que le dialogue transatlantique proposé par les auteures de cet ouvrage représentent un apport considérable à la littérature sur l'intersectionnalité dans le monde francophone.

Julien Debonneville
Institut des Études genre
Université de Genève
julien.debonneville@unige.ch

Grunow, Daniela & Marie Evertsson (dir.):
*Couples' Transitions to Parenthood.
Analysing Gender and Work in Europe.*
Cheltenham/Northampton: Edward Elgar.
2016. 336 p.

Dans de nombreuses sociétés européennes, le passage à la parentalité représente un point de rupture, créant des inégalités entre les parcours de vie des hommes et des femmes. Après la naissance du premier enfant, la majorité des mères ajustent leur activité professionnelle pour s'occuper du travail familial et domestique, tandis que les pères consolident leur engagement sur le marché du travail. Cette répartition du travail en fonction du genre réduit les perspectives de carrière des femmes et augmente leur dépendance financière vis-à-vis de leur partenaire ou de l'État social.

L'ouvrage collectif « Couples' Transitions to Parenthood », édité par Daniela Grunow et Marie Evertsson, vise à nous faire comprendre les raisons pour lesquelles l'organisation des couples tend à devenir inégale au moment de la naissance de leur premier enfant. Le livre réunit des études qualitatives conduites dans

huit pays européens : la Suède, l'Allemagne, les Pays Bas, la Suisse, l'Italie, l'Espagne, la Pologne et la République tchèque. L'objectif de cette comparaison à l'échelle internationale est de nous éclairer sur la manière dont les contextes institutionnels¹ et les valeurs propres à chaque pays influent sur le comportement des futurs parents. Le livre, paru en 2016, est le premier de deux tomes. Il prend en compte le vécu de 167 couples dans la période qui précède la naissance de leur premier enfant. Le second tome, à paraître, complétera l'étude en analysant la situation des couples après la naissance du premier enfant.

Dans chacun de ces pays, des chercheuses et chercheurs ont mené des entretiens approfondis avec des couples hétérosexuels dont la femme était enceinte pour la première fois. Les futurs primo-parents étaient interrogés sur leurs projets de répartition du travail après la naissance de leur enfant, sur l'anticipation de leurs rôles de mère et de père, ainsi que sur leur conception du genre. Cette dernière a été identifiée à partir de ce que les parents considéraient comme étant « naturel » ou « meilleur pour l'enfant ». Afin d'éviter toute réponse motivée par une inégalité de ressources au profit de l'homme, l'étude s'est concentrée sur des couples dans lesquels les partenaires avaient un niveau de formation et un revenu similaires ou égaux ou, éventuellement, sur des couples dont le salaire de la femme était supérieur.

L'analyse démontre que dans tous les pays étudiés, la majorité des futurs parents anticipent une répartition du travail en fonction du genre. Les soins fondamentaux apportés à l'enfant sont censés incomber à la mère, tandis que le père est perçu comme étant le pourvoyeur principal de la famille, la Suède faisant exception. Toutefois, il existe des différences notables entre les pays. En

Suède, les parents arguent qu'il est de l'intérêt de l'enfant que chacun d'entre eux passe du temps et développe une relation avec lui. À cette fin, les deux parents prévoient de prendre un congé parental. Aux Pays-Bas, la vision idéale des parents correspond aux soins partagés. Cependant, ceux-ci préfèrent réserver les soins principaux à la mère et d'attribuer au père les activités et les jeux. Pour ce faire, les pères prévoient de réduire légèrement leur temps de travail. Dans les autres pays, les activités familiales des pères sont reléguées au second plan, en raison de leur engagement professionnel à plein temps et ininterrompu. En Suisse, en Allemagne, en Espagne et en Pologne, les parents estiment qu'il incombe au père de soutenir la mère et de s'occuper de l'enfant après avoir terminé sa journée de travail. Les pères italiens et tchèques envisagent de s'impliquer faiblement dans les soins du bébé : en République tchèque, les pères préfèrent passer du temps avec la mère et l'enfant ; tandis que en Italie, un « bon père » est celui qui se concentre sur sa carrière pour soutenir sa famille.

Au sein du couple, c'est le rôle de la mère qui fait le plus débat, car c'est elle qui prodigue les soins essentiels au bébé. Par conséquent, la question de l'engagement professionnel de la mère va dépendre de la garde parentale ou non de l'enfant, selon ce qui est jugé plus bénéfique à ce dernier. En Suède et en Pologne, l'emploi de la mère, qui est souvent à temps plein, n'est pas remis en cause. Cependant, les raisons diffèrent entre ces deux pays. En Suède, la mise en crèche de l'enfant vers l'âge d'un an est jugée précieuse pour sa socialisation. En Pologne, où l'offre de garde institutionnelle est faible, les parents comptent sur les grands-mères pour s'occuper de l'enfant, au moment où la mère reprend son activité professionnelle. Pour justifier une telle organisation, les parents arguent que la situation de mère au foyer risque d'engendrer chez elle des frustrations, voire une dépression, ce qui nuirait au bébé. Aux Pays-Bas, en Suisse et en Espagne, les parents prévoient une diminution de l'activité professionnelle de la mère. Pour les mères

¹ Les données ont été récoltées entre 2004 et 2012. Dans certains pays, de nouvelles dispositions ont été adoptées (comme par exemple au sujet de l'allocation parentale en Allemagne) mais elles n'ont pas été prises en compte dans cette étude.

et les pères néerlandais, la mise en crèche à partir de l'âge de quatre mois est considérée comme enrichissante pour l'enfant, tant qu'elle n'excède pas trois jours par semaine. En revanche, les parents suisses et espagnols sont plus réservés à l'égard de ce type de garde. Ils auraient souvent préféré la solution de la garde parentale, mais en raison de la trop courte durée du congé rémunéré, ils doivent y renoncer. En Allemagne, en République tchèque et en Italie, où la garde maternelle est considérée comme importante pour l'enfant les deux ou trois premières années de sa vie, il est souvent « naturel » que la mère interrompe son activité professionnelle.

Cette comparaison montre que les critères permettant de définir ce qu'est un « bon père » ou une « bonne mère » varient d'un pays à l'autre. Il en va de même pour les différents types de garde et l'âge auquel chacun de ces types est considéré comme étant le plus bénéfique à l'enfant. Dans tous les pays, la majorité des parents prennent en compte ces facteurs au moment où ils planifient leur répartition du travail. Or, pour un nombre important de couples étudiés dans le cadre de cette recherche, c'est la femme qui a les revenus les plus élevés. Les décisions du couple vont donc parfois à l'encontre des intérêts économiques du ménage.

Il est bon de s'interroger sur l'existence ou non d'un lien entre le contexte institutionnel (les congés parentaux, les offres de places en crèche, etc.) et la conception du genre propre aux parents. L'analyse démontre qu'il y a des pays où les deux convergent, et d'autres où ils divergent. La convergence se retrouve par exemple en Suède, où les parents préfèrent partager les soins, et après une première année de garde parentale, optent pour une garde en crèche. Ces idéaux correspondent à une offre de longs congés parentaux et une offre de structures publiques d'accueil pour les enfants.

Dans d'autres pays il y a un écart entre le contexte institutionnel et les valeurs. Le chapitre sur la Suisse, écrit par Nadia Girardin, Felix Bühlmann, Doris Hanappi, Jean-Marie Le Goff et Isabel Valarino l'illustre

bien : les futures mères suisses souhaiteraient interrompre leur travail pour garder et allaiter leur enfant durant au moins six mois, alors que le congé de maternité n'excède pas quatre à cinq mois. Les mères s'orientent donc soit vers une diminution voire une interruption de leur travail pour pouvoir s'occuper de l'enfant, soit vers un retour au travail au bout de quatre à cinq mois. Dans le premier cas, le choix est subordonné à l'accord de l'employeur, lequel n'est pas tenu d'accepter une telle demande. Dans le second cas, les parents auront besoin d'une place en crèche, ce qui n'est pas acquis, vu l'offre institutionnelle insuffisante. Ces contraintes, qui existent également en Espagne et en Pologne, sont une source de stress pour les futurs parents et augmentent leur difficulté à anticiper le passage à la parentalité. En Italie, le contexte institutionnel s'écarte également des valeurs, mais d'une autre manière qu'en Suisse. L'offre de congé de paternité facilite l'égalité entre les partenaires, tandis que les valeurs encouragent la garde de l'enfant par la mère. L'offre de congé paternité reste donc inutilisée. Se fondant sur ces résultats, les éditrices estiment que l'efficacité des politiques égalitaires requiert la convergence de celles-ci avec les valeurs au sein de la société.

Ce livre adopte une approche novatrice en rassemblant des recherches qualitatives menées dans différents pays. Malgré des différences de contextes notables, les éditrices sont parvenues à dégager un axe commun entre les analyses, et à proposer une comparaison pertinente entre les pays étudiés. L'ensemble des résultats permet de mieux situer les valeurs et les pratiques des parents dans un contexte institutionnel donné et d'appréhender leurs enjeux complexes. Cependant, l'analyse de ce premier tome se limite aux intentions des parents avant la naissance de leur premier enfant. Comme des écarts peuvent être observés entre les intentions exprimées et la répartition des rôles après la naissance du bébé², il conviendra de compléter cette

2 Cela a été démontré pour l'échantillon de

analyse avec celle des pratiques effectives des parents que livrera le second tome.

Regula Zimmermann
Université de Genève
CH-1211 Genève
regula.zimmermann@unige.ch

Hildebrand, Marius: *Rechtspopulismus und Hegemonie. Der Aufstieg der SVP und die diskursive Transformation der politischen Schweiz*. Bielefeld: Transcript. 2017. 395 S.

Vor 25 Jahren, im Dezember 1992, fand die Volksabstimmung über den Beitritt der Schweiz zum Europäischen Wirtschaftsraum (EWR) statt. Trotz der proeuropäischen Haltung der grossen Parteien und Medien stimmte eine Mehrheit (50.3%) der StimmbürgerInnen gegen den Beitritt der Eidgenossenschaft zum EWR. Der «Sonderfall Schweiz» war zurück – er prägt das Land bis heute. Für das überraschende Ergebnis waren vor allem ein Politiker und eine Partei verantwortlich: Christoph Blocher und die Schweizerische Volkspartei (SVP). Die EWR-Abstimmung markiert einen Wendepunkt in der jüngeren Geschichte der Schweiz. Seither wächst in der ansonsten so «vorbildlichen» Alpenrepublik mit ihrer Mässigung und Konkordanz ein unbehagliches Phänomen: ein rechter Populismus, den Blocher und die SVP vorantreiben. Nicht nur haben sie polemische Volksentscheide wie die EWR-Abstimmung oder die Minarett-Initiative (2009) für sich entschieden oder die SVP zur mit Abstand stärksten Partei (Nationalratswahlen 2015: 29.4%) gemacht. Vor allem haben Blocher & Co den politischen

Commonsense der Eidgenossenschaft verschoben. Grosse Teile der Schweizer Bevölkerung halten heute ihre «Swissness» hoch, begegnen der «classe politique» mit Skepsis, hegen Überfremdungsängste und kehren der Europäischen Union den Rücken zu.

Wie hat sich in der Schweiz solch ein rechter Populismus ausbreiten können? Welche Eigenschaften eignen ihm an und welche Ereignisse haben ihn gross gemacht? Diese Leitfragen stellt Marius Hildebrand in seiner Monographie *«Rechtspopulismus und Hegemonie. Der Aufstieg der SVP und die diskursive Transformation der politischen Schweiz»*. Der Titel ist Programm. Weder leitet Hildebrand den SVP-Populismus von scheinbar tieferliegenden sozialen Faktoren ab (etwa als Ausdruck sozial benachteiligter Schichten), noch erklärt er ihn aus einer institutionellen Gelegenheitsstruktur. Vielmehr verteidigt der Autor eine diskursanalytische Lesart des Schweizer Populismus, die dafür sensibilisiert, wie sich die Schweiz in den letzten Jahrzehnten verändert hat. Mit der poststrukturalistischen Diskurstheorie Ernesto Laclaus und Chantal Mouffes wird die *performative* Wirkmacht des SVP-Populismus entschlüsselt. Dieser schafft eine neue politische Wirklichkeit, die mit dem Status quo bricht.

Der SVP-Populismus hat seinen Dreh- und Angelpunkt in einem starken Volksbegriff, der mit spaltenden Gegensatzpaaren operiert: die einfachen Leute gegen die abgehobenen Politiker; die authentischen Schweizer gegen die bedrohlichen Ausländer; die historisch gewachsene Schweizer Gemeinschaft gegen die europäische Massengesellschaft – so einige der Konfliktachsen, mit denen die SVP politisiert. Eine derartige Position bricht mit den Werten von Konkordanz, Pluralismus und konfliktfreiem Fortschritt, für den die restlichen Schweizer Parteien stehen. Gleichwohl transportiert der so emphatische wie konfliktgeladene Volksbegriff Blochers & Co auch ein demokratisches Versprechen: Es gilt, die Ideale von Volkssouveränität und direkter Demokratie gegen ihre angebliche Entmachtung hochzuhalten.

Suisse, voir Le Goff, Jean-Marie, et Nadia Girardin. 2016. Répartition des tâches domestiques et de soins aux enfants. Intentions et pratiques. Pp. 76–108 dans *Devenir parents, devenir inégaux. Transition à la parentalité et inégalités de genre*, édité par Jean-Marie Le Goff et René Levy, Zürich: Seismo.